

Le Bulletin de la Documentation n° 377

Semaine du 13 au 17 octobre 2014



Sélection d'articles

Page 2 à 5

Presse régionale

Page 6 à 8

Actualité juridique

Page 9

Pour toutes demandes :

Catherine CHAPUS - Christine LEBARD - Jean MAGNIN

03 83 34 48 42 - 03 83 34 48 53 - 03 83 34 18 35

service.communication@carsat-nordest.fr

Sélection d'articles

Sécurité sociale

- **PROJET DE LOI DE FINANCEMENT**

Les principales mesures du PLFSS pour 2015 présentées en Conseil des ministres

Le PLFSS pour 2015, adopté en Conseil des ministres du 8 octobre, comporte un large volet relatif à la politique de santé, 30 articles sur 66, mais aussi quelques mesures relatives aux entreprises et aux assurés. Les principaux contributeurs à l'effort de maîtrise de la dépense publique, l'année prochaine, seront la branche maladie et la branche famille.

[A lire dans Liaisons Sociales du 10 octobre 2014 2 pages, Protection Sociale Informations du 15 octobre 2014, 6 pages](#)

- **PROTECTION SOCIALE**

Les syndicats sonnent l'alerte contre la privatisation rampante

Salariés et usagers de la protection sociale ont rendez-vous dans la rue pour une journée de mobilisation interprofessionnelle, contre les dangers d'un projet de budget qui franchit une «marche de plus vers la privatisation de la santé et de l'action sociale».

Alexandra CHAIGNON, Clotilde MATHIEU

[A lire dans l'Humanité du 15 octobre 2014, 4 pages](#)

Personnes âgées

- **ÉCONOMIE**

L'or gris de la dépendance

En quelques années, la France s'est imposée en Europe sur le secteur des maisons de retraite médicalisées. Une révolution qui s'étend à un autre marché en pleine expansion : l'aide à domicile pour les personnes âgées. En se lançant dans une vague de fusions et d'acquisitions sans précédent, les spécialistes privés des maisons de retraite médicalisées adressent un double message : le marché de la dépendance devient un enjeu économique majeur, et il faudra désormais compter avec eux.

Philippe ESCANDE, Frédéric CAZENAVE

[A lire dans Le Monde Eco-Entreprise du 14 octobre 2014, 5 pages](#)

- **PRÉVENTION**

Faut-il retirer le volant aux seniors ?

Les personnes âgées ne sont pas celles qui provoquent le plus d'accidents. Pourtant, l'interdiction ou l'encadrement de leur conduite est toujours une question d'actualité.

Grégoire AMIR-TAHMASSEB

[A lire dans L'Union du 13 octobre 2014, 2 pages](#)

- **EHPAD**

- Accessibilité et accès aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) en 2011

À la fin 2011, les 7.752 établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes offrent en moyenne 101 places pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus. Le taux d'équipement varie selon les départements de 22 à 185 places. Bien que la situation géographique soit le premier critère pour choisir un établissement, les frais restant à la charge des familles, constitués en grande partie par le coût de l'hébergement, influent aussi sur le choix.

Mélina RAMOS-GORAND

[A lire dans Études et Résultats du 15 septembre 2014, 6 pages](#)

Retraite

- **POUVOIR D'ACHAT**

- Martine voudrait organiser sa retraite

Martine réside en France et travaille en Suisse. Ses revenus sont confortables pour un mi-temps, mais un peu justes pour assurer seule les études de son fils. Et l'avenir à la retraite s'annonce serré. Elle s'interroge sur les décisions à prendre.

Patricia ERB

[A lire dans Notre Temps du 1er octobre 2014, 3 pages](#)

- **RÉGLEMENTATION**

- Régime général : Les règles ont changé

Depuis 1993, les réformes de retraite se succèdent. La dernière en date entraîne de nombreuses modifications pour les salariés du privé. C'est donc le moment de faire le point sur la retraite de base du régime général, sachant que d'autres changements pourraient encore intervenir dans les prochaines années. Les réponses de Philippe Bainville, de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse aux interrogations les plus fréquentes

Evelyne d'ALEYRAC

[A lire dans Femmes majuscules du 1er septembre 2014, 2 pages](#)

- **CESSATION D'ACTIVITÉ**

- Retraite : L'emploi des seniors résiste à la crise

Et si le report de l'âge de cessation d'activité ne résolvait pas tous les problèmes liés au déséquilibre du système de retraite ? La direction des retraites de la Caisse des dépôts a organisé, le 10 octobre à Bordeaux, son 19^{ème} Forum des retraites consacré à la transition emploi-retraite. Détails.

[A lire dans Protection Sociale Informations du 15 octobre 2014, 1 page](#)

Social

- **RÉFORME TERRITORIALE**

- Quelle réforme territoriale pour le social ?

- Le bureau de l'Assemblée des départements de France, qui a voté une motion le 7 octobre, demande «à ce que la vocation de solidarité sociale et territoriale du département soit maintenue et renforcée, y compris dans les départements incluant une métropole». Pour l'heure, le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, que le Sénat devrait examiner fin décembre, ne remet pas vraiment en cause le statu quo actuel.

- [A lire dans Protection Sociale Informations du 15 octobre 2014, 1 page](#)

- **TRAVAILLEUR SOCIAL**

- 1,2 million de travailleurs sociaux en 2011

- La France métropolitaine compte 1,2 million de travailleurs sociaux, au 31 décembre 2011. 40 % d'entre eux travaillent auprès de particuliers employeurs, comme assistantes maternelles, gardes d'enfants à domicile ou aides à domicile. Les 727.000 travailleurs sociaux restants représentent 531.000 emplois «équivalents temps plein» (ETP).

- Rémy MARQUIER**

- [A lire dans Études et Résultats du 26 septembre 2014, 6 pages](#)

Entreprise

- **PÉNIBILITÉ**

- Les entreprises ulcérées par le compte pénibilité

- Le gouvernement a publié les décrets détaillant le futur «compte pénibilité». Le dispositif permettra aux salariés effectuant des tâches pénibles de réduire leur temps de travail, de se former pour changer de poste, mais aussi de partir jusqu'à deux ans plus tôt à la retraite. Le Medef dénonce « la complexité kafkaïenne » du dispositif et espère des aménagements courant 2015.

- Guillaume GUICHARD**

- [A lire dans Le Figaro du 11 octobre 2014, 3 pages](#)

- **FORMATION PROFESSIONNELLE**

- Compte Personnel de Formation : décrets explicatifs

- Le CPF continue de prendre forme : deux nouveaux décrets éclairent son fonctionnement. Le premier précise ses modalités d'alimentation et de mobilisation en fonction des heures travaillées. Le deuxième est relatif aux listes de certifications éligibles au CPF.

- [A lire dans Entreprise et Carrières du 14 octobre 2014, 1 page](#)

- **COMPTE PÉNIBILITÉ**

- Nouveaux droits pour les salariés exposés à la pénibilité au travail

- Le compte pénibilité, mesure phare de la réforme des retraites, va commencer à se mettre en place dès le 1^{er} janvier 2015, après la parution de six décrets, dont un, en particulier. Hostile, le patronat juge ce compte «inapplicable».

- [A lire dans L'Union du 11 octobre 2014, 1 page](#)

Mise en œuvre du compte de prévention de la pénibilité

Un peu moins de trois mois, c'est le temps qu'il reste aux entreprises pour se préparer à la mise en place du compte personnel de prévention de la pénibilité, dit «compte pénibilité». La loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 de réforme des retraites a fixé son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Les employeurs vont désormais y voir plus clair avec les six décrets définissant les facteurs de pénibilité retenus et les seuils associés à chacun d'eux.

[A lire dans Liaisons Sociales du 13 octobre 2014, 2 pages](#)

Économie

- **PROJET DE LOI DE FINANCES**

Le projet de loi de finances pour 2015

Le projet de loi de finances pour 2015 a été présenté en Conseil des ministres, le 1^{er} octobre. Le budget de l'année 2015, qui suit la loi de finances rectificative de l'été 2014, s'inscrit dans un contexte économique toujours plus difficile. En effet, des économies à hauteur de 50 milliards d'euros doivent être réalisées sur trois ans.

[A lire dans Liaisons Sociales du 17 octobre 2014 – Le dossier juridique, 4 pages](#)

Presse régionale

Sécurité sociale

- **SUBVENTION**

CPAM des Ardennes : Le cri d'alarme de la Sécurité sociale

La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) des Ardennes a vu une de ses subventions amputée de 50.000 euros. Résultat : les assurés les plus précaires n'auront plus aucune aide jusqu'à la fin de l'année. Explications.

Laetitia VENANCIO

[A lire dans L'Ardennais du 10 octobre 2014, 1 page](#)

Personnes âgées

- **HAUTE-MARNE**

Ehpad de Langres : déménagement acte II

Quinze jours se sont écoulés depuis le faux départ pour le déménagement de la centaine de résidents des maisons de retraite des Annonciades et de Claude Gillot à Langres. Mardi 14 octobre, les 98 résidents des Ehpad langrois ont emménagé dans le nouvel établissement de La Trincassaye.

[A lire dans Le Journal de la Haute-Marne des 11 octobre et 15 octobre 2014, 2 pages](#)

La Marpa de Froncles trouve l'équilibre

A l'ouverture des portes de la Marpa (Maison d'accueil rural pour personnes âgées), résidence Les Lilas à Froncles, l'établissement, unique en son genre en Haute-Marne, accueillait un seul résident. Trois ans après, vingt personnes âgées ont investi les lieux et un nouveau résident est attendu pour le 15 novembre. La capacité globale d'accueil de cette Marpa est de 24 personnes.

Céline CLÉMENT

[A lire dans Le Journal de la Haute-Marne du 11 octobre 2014, 1 page](#)

Saint-Dizier : Provoquer la chute des chutes

12.000 décès sont à déplorer chaque année à la suite de chutes de personnes âgées. Et si une chute est mortelle dans environ 10 % des cas, les traumatismes qui peuvent aussi en découler sont nombreux. Pour cette raison, jeudi 16 octobre 2014, dans le cadre de la Semaine bleue, la Fédération médicale interhospitalière de gériatrie a organisé une journée « Prévention des chutes chez les personnes âgées ».

[A lire dans Le Journal de la Haute-Marne du 15 octobre 2014, 1 page](#)

- **MEURTHE-ET-MOSELLE**

Homécourt : Une maison de retraite pour 2016

Après vingt ans d'attente et de faux espoirs, Homécourt aura enfin sa maison de retraite en 2016. Mardi 14 octobre, l'Office d'hygiène social, porteur du projet, et l'architecte Claude Michely ont présenté les contours de cet établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes capable d'accueillir jusqu'à 89 résidents.

Jean-Michel CAVALLI

[A lire dans Le Républicain Lorrain du 15 octobre 2014, 2 pages](#)

Lunéville : Les recettes anti-chute

Des personnes âgées ont répondu, mercredi 15 octobre 2014 à Lunéville, à une invitation de différents organismes pour la prévention des chutes. En effet, les chutes sont souvent le début de l'entrée dans la dépendance. Les participants ont pu s'inscrire à vingt ateliers gratuits.

Corinne SAÏDI-CHABEUF

[A lire dans L'Est Républicain du 15 octobre 2014, 1 page](#)

- **VOSGES**

De nouveaux locaux pour l'ADMR des Vallées de la Morte et de la Fave

Le 10 octobre 2014, le président de l'ADMR des Vallées de la Morte et de la Fave a présenté les nouveaux locaux de l'association à 7 personnalités.

[A lire dans Vosges Matin du 12 octobre 2014, 1 page](#)

Remiremont : Léon-Werth souffle sa première bougie

La résidence Léon-Werth de Remiremont est un lieu de vie et de soins. Rattachée à l'hôpital, elle existe depuis 1978, mais elle a été reconstruite en 2013. Les résidents s'y plaisent et ne voudraient plus en partir.

Hélène CONRAD

[A lire dans Vosges Matin du 11 octobre 2014, 1 page](#)

Retraite

- **MEURTHE-ET-MOSELLE**

Jarville-la-Malgrange : Les cheminots retraités s'informent

La réunion annuelle d'information des cheminots retraités de la Fédération générale des retraités des chemins de fer s'est déroulée à Jarville-la-Malgrange. Noël Marquet, secrétaire général adjoint de la Fédération qui compte de 40.000 à 50.000 adhérents en France, a passé en revue les préoccupations majeures des retraités ainsi que leurs revendications.

[A lire dans L'Est Républicain du 14 octobre 2014, 1 page](#)

Social

- **MEURTHE-ET-MOSELLE**

Ludres : L'Esat veut «localiser»

L'Esat (Établissement et service d'aide par le travail) André Lanciot regroupe ses sites de productions d'Heillecourt au Dynapôle de Ludres dans de nouveaux locaux rénovés. Cet Esat est surtout pourvu de la certification ISO 9001, relative au service rendu à la personne. Cette opération soutenue par l'ARS Lorraine, la ville de Ludres et le Dynapôle, va faciliter le quotidien de l'ensemble des 120 travailleurs handicapés, mais aussi du personnel.

[A lire dans L'Est Républicain du 13 octobre 2014, 1 page](#)

Villerupt : Une bataille de 93 ans pour les accidentés du travail

C'est un élan de solidarité qui a donné naissance à la Fnath (Fédération nationale des accidentés du travail) en 1921, quand des hommes et des femmes ont voulu agir contre les conditions de vie misérables des victimes d'accidents au travail. A Villerupt, lors du congrès de plusieurs sections lorraines, les membres ont souligné l'importance des cotisations, égales à 90 % des ressources de la Fnath.

[A lire dans Le Républicain Lorrain du 14 octobre 2014, 1 page](#)

Communauté de communes de Moselle et Madon : L'ADMR livre les repas à domicile

Un des objectifs de l'ADMR de la communauté de communes de Moselle et Madon est de créer et de développer un service de portage de repas à domicile pour répondre à des demandes de plus en plus nombreuses.

[A lire dans L'Est Républicain du 16 octobre 2014, 1 page](#)

- **MEURTHE-ET-MOSELLE**

Conseil départemental du développement social : une première nationale à Nancy

Construire une réponse renouvelée en matière d'action sociale pour lutter efficacement contre la pauvreté. Telle est l'ambition portée par le Conseil départemental de développement social, installé à Nancy par le préfet, Raphaël Bartolt, et le président du conseil général, Mathieu Klein. En Meurthe-et-Moselle, un habitant sur sept vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

Jean-Christophe VINCENT

[A lire dans L'Est Républicain du 17 octobre 2014, 1 page](#)

- **VOSGES**

Saint-Maurice-sur-Moselle : De l'aide grâce au relais des services publics

Le relais des services publics de Saint-Maurice-sur-Moselle met en place des permanences régulières pour ce qui touche à la santé, le social, le logement. De plus, les personnes peuvent s'inscrire comme demandeuses d'emploi, effectuer des démarches auprès des organismes de Sécurité sociale dédiés à la famille, à la maladie et à la retraite.

[A lire dans Vosges Matin du 16 octobre 2014, 1 page](#)

Actualité juridique

Sécurité sociale

- **CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE (CNAV)**

Nomination d'un membre du Conseil d'administration de la Cnav

Mme Corine Postel est nommée membre du conseil d'administration de la Cnav, en qualité de représentant des employeurs et sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA). Elle remplace M. Thierry Bastard.

[Arrêté du 25 septembre 2014 – Journal officiel du 11 octobre 2014](#)

Nominations au Conseil d'administration de la Cnav

Sont nommées membres du conseil d'administration de la CNAV, en qualité de représentants des employeurs et sur désignation du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : Suppléant : Mme Valérie Corman, Titulaire : Mlle Clara Tusch. Elles remplacent respectivement Mlle Émilie Comellas et Mme Valérie Corman.

[Arrêté du 30 septembre 2014 – Journal officiel du 15 octobre 2014](#)

- **HAUT CONSEIL DU FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE**

Nominations au Haut Conseil du financement de la protection sociale

Sont nommés membres du Haut Conseil du financement de la protection sociale :

1. Mme Jocelyne Cabanal, désignée par la Confédération française démocratique du travail, en qualité de représentante des organisations professionnelles et syndicales ;
2. M. Jean-Paul Lacam, en qualité de personnalité qualifiée.

[Arrêté du 10 octobre 2014 – Journal officiel du 2 octobre 2014](#)